

# PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

ROUEN, le 03/03/97

Service de l'Environnement et du Cadre de Vie

Affaire suivie par M<sup>me</sup> GIEL

Réf. : FG/CG- 02.32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Télécopie (02) 32 76 54 60

Dossier n° 9600700

**SARL SANE INDUSTRIE**

**SANDOUVILLE**

**Augmentation capacité**

**Prescriptions complémentaires**

**- ARRÊTÉ -**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CHARGÉ DES AFFAIRES DU DÉPARTEMENT

**VU :**

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

L'arrêté préfectoral du 7 février 1995 autorisant la SARL SANE INDUSTRIE, dont le siège social est Zone Industrielle Rue des Colverts à SANDOUVILLE, à exploiter une unité de traitement de surface à l'adresse précitée,

La demande en date du 15 novembre 1996 par laquelle la SARL SANE INDUSTRIE, a sollicité l'autorisation de procéder à l'augmentation de capacité de son atelier de traitement de surface situé sur la Zone Industrielle des Alizés - Rue des Colverts à SANDOUVILLE,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 16 décembre 1996,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 21 janvier 1997,

Les notifications faites au demandeur les 9 janvier 1997 et 29 janvier 1997

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

## **CONSIDERANT :**

Que pour répondre à une augmentation progressive des volumes de son activité, la SARL SANE INDUSTRIE envisage d'accroître les capacités de bains de traitement ainsi que les quantités de déchets évacués en centre agréé,

Que cette augmentation se limite à un accroissement de 50 m<sup>3</sup> des purges de la station de traitement des eaux,

Que ces purges sont détruites en centre de traitement agréé,

Que cette modification ne génère pas de risques nouveaux,

Qu'il convient toutefois de prescrire des dispositions pour la protection de l'environnement,

Qu'il y a lieu, en conséquence de faire application de l'article 20 du décret susvisé du 21 septembre 1977,

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL SANE INDUSTRIE dont le siège social est Zone Industrielle des Alizés, Rue des Colverts à SANDOUVILLE est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées suite à l'augmentation de capacité de son unité de traitement de surface sise à l'adresse précitée.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

**ARTICLE 2** : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

**ARTICLE 3** : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**ARTICLE 4** : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

**ARTICLE 5** : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976.

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 7** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le

31.10.97

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Jean-Loup DRUBIGNY

Pour ampliation

Le chef de service

  
Pascale BESANCENOT

**PRESCRIPTIONS ANNEXÉES A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL EN DATE DU**

3 MARS 1997

**Société SANE INDUSTRIE**

**à SANDOUVILLE**

Le tableau de classement des installations du point I.2 du titre I de l'arrêté préfectoral du 7 février 1995 est modifié par le tableau ci-après :

N° Rubrique	Désignation des activités	Régime
1175	Organohalogénés (emploi de liquides) pour le dégraissage, la mise en solution, l'extraction, etc à l'exclusion du dégraissage des métaux visé par la rubrique 2565. La quantité de liquides organohalogénés étant : 1. supérieure à 1 500 litres <b>Le volume des solutions à base de chlorure de méthylène peut atteindre 23 000 litres</b>	Autorisation
2565	Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc par voie électrolytique, chimique ou par l'emploi de liquides halogénés : 2. procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en oeuvre étant : a) supérieur à 1 500 litres <b>Le volume total utile des cuves de traitement chimique peut atteindre 78 000 litres</b>	Autorisation

Le premier paragraphe du point III.3.3 "Stockage" de l'arrêté préfectoral susvisé est remplacé par :

"Le stockage ou regroupement des déchets de l'établissement est limité à une capacité de 150 t/an et un stock maximum sur site de 30 tonnes.

Les déchets stockés sont protégés des eaux météoriques."

L'ensemble des autres prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 7 février 1995 demeurent applicables.

Vu pour l'arrêté préfectoral en date du 3 MARS 1997

le Secrétaire Général,

Jean-Louis Bouchard